**Assemblée de section du 27 Novembre 2020**

**Rapport introductif de Gaëlle PEDRAZA**

Cher(es) Camarade (s),

une fois n’est pas coutume, mais dans ce contexte de crise sanitaire nous voilà de nouveau obligés de nous réunir sous le format d’une VISIO conférence. Lors de la dernière AG nous espérions pouvoir enfin nous voir à cette nouvelle AG mais force est de constater que le destin nous empêche de boire un verre ensemble ! Avant de faire un point sur l’actualité, j’espère que vous vous portez tous bien, vous, ainsi que l’ensemble de votre famille.

 Je vais faire un rapport court pour laisser le temps à l’échange et à la discussion et qu’un maximum de camarades puisse réagir sur les sujets que j’y traite. Nous passerons ensuite un deuxième temps de cette AG exclusivement sur la question de la Régie Régionale qui revient aujourd’hui dans le débat sous une autre forme et que Marc Grassullo nous présentera tout à l’heure.

 Je ne peux pas commencer mon rapport sans avoir une pensée particulière sur la situation de notre camarade Alexandre El Gamal, en effet, la procédure de licenciement est toujours en action, la Direction de l’entreprise n’a pas l’intention pour le moment de renoncer et l’inspection du Travail est censé donner sa réponse aujourd’hui. Bien évidemment, il continue d’assumer toutes ses fonctions malgré cette épée Damoclès sur sa tête. Les pétitions sont toujours actives, et un comité de soutien est en cours de création. Les élus communistes et notre Parti y prendront toute leur part mais à notre niveau nous devons continuer d’avoir des interventions et des initiatives afin qu’Alex puisse poursuive son action et son engagement à la RATP, auprès des agents.

 Concernant la situation de notre pays, on peut le dire, depuis notre dernière AG, les crises économique et social s’accentuent, avec une nouvelle phase de confinement, de ralentissement de l’économie et de fermetures d’entreprises. Les petites entreprises et les travailleurs indépendants se retrouvent dans des situations compliquées mais la crise sanitaire a bon dos : dans les grands groupes les plans sociaux se multiplient, certains actionnaires liquident puis rachètent leurs propres entreprises pour licencier au passage, le recours au chômage partiel n’a jamais été autant utilisé. Il en résulte une augmentation du chômage (même si le gouvernement tente de minimiser les chiffres) et une baisse de revenus pour de nombreux ménages.

D’autre part, cette crise sanitaire est utilisée par notre gouvernement pour avancer son lot de lois rétrogrades et faire payer la facture aux salariés et à l’ensemble des citoyens, je ne prendrais que quelques exemples parmi ceux qui peuvent le plus nous parler :

* il continue à avancer sur la question des retraites,
* dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale il prévoit encore de réaliser 4 MDS d’économie pour l’hôpital public (alors que la crise sanitaire à bien montré le manque de moyen déjà existant),
* ou bien encore, pour ce qui nous concerne plus directement, il avance les projets de décrets concernant l’ouverture à la concurrence et la mise en place du CST et du transfert de plus de 19 000 salariés à la RATP.

Il n’y a bien évidemment pas de recette miracle mais le débat doit être tourné vers les recettes, où de vrais solutions existent, et non s’attaquer aux dépenses de l’Etat qui ont déjà été radicalement diminuée ces dernières décennies, attaquant dramatiquement la qualité du service public. Aucun bilan n’a été tiré de l’impact des 90Mds d’euro par an d’exonérations et exemptions de cotisations sociales pour les entreprises, et en particuliers la transformation du CICE en baisse de cotisations patronales.

Sur le terrain du rôle de l’Etat, de la laicité et du vivre-ensemble aussi le gouvernement prend un cap dangereux :

* d’une part en tentant de museler les opposants, que ce soit par le vote de la loi de sécurité globale, par l’exacerbation de la violence policière contre les migrants, les journalistes, les élus ou les militants en général. Une manifestation a lieu demain au départ de République pour dénoncer ce tournant autoritaire. Ironie du sort, comme pour mieux illustrer le propos, elle est elle-même interdite par la préfecture et transformée unilatéralement par le préfet Lallement en rassemblement statique…
* D’autre part, avec le débat et le projet de loi contre les séparatismes transmit le 17 novembre dernier au président de l’assemblée et devrait être présenté devant le conseil des ministres le 9 décembre. Je vous invite si vous n’avez pas eu le temps de lire l’article sur le dernier bulletin qui revenait largement dessus. Macron surfe sur les idées de l’extrême droite, en mêlant immigration et extrémisme religieux ou encore islam et rejet des valeurs de la République. Et en ne s’attaquant qu’à une seule religion il flatte les réseaux des extrêmes droites et des droites dures qui n’utilisent la laïcité que comme un moyen de faire barrage aux autres religions que la leur. En stigmatisant les uns, il fait le jeu de tous les extrémistes puisque chacun pointera les autres du doigt en disant qu’ils portent un projet qui les exclus et arriveront donc d’autent mieux à séduire celles et ceux qui se sentent rejetés par cette société.

 L’objectif de cette double stratégie (réprimer la gauche, aller plus à droite) est bien entendu d’empêcher la contestation et mettre un écran de fumée pour ne pas avoir à faire le bilan et assumer la responsabilité du néolibéralisme qui a conduit à cette situation.

 A chaque période de crise économique et social majeure, on constate la montée de l’extrémisme et un retour du fascisme, qui fait son lit sur les défaillances des réponses sociales de nos gouvernement successifs mais dont le rôle est d’offrir une porte de sortie aux principaux tenants du capitalisme qui sinon se retrouveraient menacés par l’exigence de justice sociale.

 C’est un os à ronger et un piège qu’il nous faut éviter. Notre section va sortir dans les jours qui viennent une lettre ouverte à la PDG pour expliquer notre crainte face à la montée des rejets, dans la société mais aussi dans notre entreprise, où la parole raciste, xénophobe, sexiste et homophobe se libère depuis quelques temps.

Notre pays semble se crisper et se refermer peu à peu face à ces crises en s’enfonçant dans un régime autoritaire.

 En tout état de cause, la droite et les libéraux veulent eux aussi que le monde d’Après ne ressemble pas au monde d’Avant : ils rêvent de nous le construire en pire, sur le terrain des libertés comme d’un point de vue social et économique !

 Néanmoins les résistances et les signes d’espoir existent, y compris là où il y en avait peu : au niveau international, l’Amérique Latine où la droite la plus radicale, religieuse et réactionnaire semblait avoir le vent en poupe est en train de revenir radicalement sur le chemin du progressisme, que ce soit avec la victoire du Mouvement vers le Socialisme en Bolivie qui balaye le pouvoir d’ultra-droite issu du coup d’Etat contre Evo Morales ou la victoire du référendum pour la réforme de la constitution hérité de l’époque PINOCHET au CHILI. L’appétit des USA en Amérique Latine est à nouveau remis en cause et la défaite de TRUMP aux Etat-Unis est également un signe fort pour le reste du monde : non, le mensonge, le rejet de l’autre et la calomnie ne triomphe pas durablement. D’autres mouvements sociaux sont en cours en Algérie pour réclamer une véritable démocratie et le développement des droits sociaux ou en Pologne pour la reconnaissance du droit des femmes à l’avortement.

 Plus près de nous, de plus en plus de citoyens se posent des questions sur le fonctionnement de la société et des forces politiques commencent à bouger. Lors du dernier Conseil de Paris par exemple, à l’initiative des élus communistes, un vœu contre l’ouverture à la concurrence des transports a été adopté, alors que nous pensions qu’il allait être rejeté. Toute la gauche s’est positionné pour. C’est un point d’appui pour la suite, notamment parce qu’il va pousser ces forces à devoir être cohérentes pour la suite.

A nous de savoir construire derrière et faire grandir l’idée que le « jour d’Après plus sociale, plus juste et plus solidaire est possible ».

 Dans les mois à venir, les occasions ne manqueront pas. La campagne pour les régionales, probablement décalée de Mars à Juin 2021 sera l’occasion de mettre en relief de nombreuses questions au coeur de la vie des franciliens : transports, lycées, apprentissage, développement économique, environnement. Valérie Pécresse et la droite ont avancé leur modèle de société. A nous de l’arrêter mais surtout d’avance le notre. Pour la première fois depuis bien longtemps, dans le cadre d’une triangulaire, une liste de gauche rassemblée pourrait l’emporter au second tour et permettrait de mettre en place bon nombre de choses, notamment sur la question des transports, et y compris pour contrer l’ouverture à la concurrence et ses conséquences.

 Nous avions décidé d’une candidature proposée par notre section et qui représente tout un symbole de l’action du changement pour un monde meilleur tout en mettant en avant celles et ceux qui luttent pour les droits des salariés ! Ca a été la proposition d’Alex comme candidat naturel de la section. Candidature qu’il a accepté et que nous sommes donc en train de faire monter pour qu’il puisse être en bonne place sur les listes lorsque les communistes franciliens auront choisi leur stratégie et leurs candidats. Cette campagne doit nous permettre de porter nos idées de transformation de la société et rassemblera peut-être d’autres forces progressistes, mais s’il s’agit d’une liste de rassemblement, il nous faudra le faire le plus largement possible, sur des bases communes et non sur un constat de nos différences.

 Dans la liste des échéances à venir, nous aurons aussi à préparer le congrès de juin prochain autours des questions de notre fonctionnement interne d’un côté et de l’autre sur la stratégie des élections présidentielles et législatives.

 Avant de conclure, je voudrais rappeler la situation périlleuse de notre journal l’Humanité qui avait amorcé un mieux économique avant la pandémie mais a replongé fortement, notamment avec l’arrêt de la diffusion militante de l’Humanité Dimanche. Un appel à souscription a été lancé et le Comité de Section propose, si nous validons cette décision aujourd’hui, que nous y répondions à hauteur de 1500€.

 Comme je le disais, je n’ai pas fait un rapport introductif trop long car nous aurons un second temps de discussion que Marco est en charge de présenter. Ce sujet sera à mon avis lui aussi assez riche en débat. Je vous invite donc sans plus attendre à prendre la parole.